

IL Y A 14 ANS, LE SÉISME DE BOUMERDÈS

Pour ne pas oublier

Le 21 mai 2003 à 19 heures 44, un terrible tremblement de terre d'une magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter et dont l'épicentre a été localisé, en mer, à 7 km au nord de Zemmouri dans l'est de la wilaya de Boumerdès, a durement secoué la partie centrale du nord du pays.

Le tremblement de terre, qui a terrorisé la population, a été suivi de drames. Le nombre de morts et de blessés se comptait par milliers. On a vu en effet, des familles entières complètement décimées. Les dégâts matériels étaient évalués à plusieurs milliards de dollars. La colère des Algériens était immense aussi. Et pour cause, ces drames ont mis à nu des insuffisances criantes en matière de construction. Ils ont, en outre, démontré de façon dramatique le laisser-aller, l'incompétence, et la corruption qui gangrenaient le secteur de l'habitat, de l'urbanisme et de la construction.

Le tremblement de terre avait démontré l'inconsistance des

institutions locales complètement paralysées par la catastrophe et l'absence de plans de secours d'urgence (plan orsec). Dans les moments pénibles, vécus dans leur chair par les Algériens, nous avons été des témoins d'actes de bravoure de jeunes — ces jeunes qu'on accuse de tous les maux — s'étaient portés dès les premiers instants de la tragédie, au secours de leurs concitoyens. Il y a eu aussi la mobilisation immédiate des éléments des corps constitués, mais totalement dépourvus de moyens d'aides aux sinistrés. Il y a eu aussi la mobilisation du corps médical et paramédical qui soignait les blessés dans les rues, à la lueur des bougies. Il y a eu ces

fonctionnaires qui ont accouru pour rétablir les réseaux. Un peu plus tard, la solidarité des Algériens a déferlé d'autres régions du pays.

Les routes sont devenues subitement étroites à la circulation de tous ces camions chargés de vivre et sur lesquels flottait l'emblème national.

N'oublions pas que la nuit même du cataclysme les sapeurs-pompiers marocains et français étaient arrivés à Boumerdès pour aider leurs camarades algériens et sauver des vies humaines emprisonnées sous les décombres. Ils seront rapidement suivis par leurs confrères d'autres pays.

L'ampleur de la solidarité internationale témoignait de la place de notre pays dans le concert des nations.

Le chef de l'Etat était sur place la nuit même du drame. Certains disaient, il était obligé de venir parce qu'il préparait sa



Photos : DR

Cela s'est passé un 21 mai 2003.

seconde intronisation prévue en 2004. D'ailleurs, comme le pétrole coulait à flots et les caisses pleines de pétrodollars, un budget spécial colossal a été dégagé pour la reconstruction des logements et bâtiments publics détruits. C'est vrai que toutes les

familles sinistrées ont été toutes relogées très rapidement, les écoles, les CEM, lycées, universités, les routes et autres bâtiments publics ont été rebâties en un temps record. Mais, à quel prix sur la probité ?

Abachi L.

UN MODULE SPÉCIFIQUE INTRODUIT DANS LES PROGRAMMES DE FORMATION

Pour une meilleure prise en charge des femmes violentées

Dans le cadre de l'accompagnement et la prise en charge des femmes victimes de violences et de leurs enfants, un module relatif à l'écoute a été intégré dans les programmes de formation, dans le domaine des métiers de l'action sociale au niveau des centres nationaux de formation des personnels spécialisés. C'est ce qu'a indiqué Mounia Meslem, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Lors de la journée d'information sur cette initiative, la ministre a précisé, jeudi, que ce module, destiné aux professionnels de l'action sociale, s'étalera sur des cycles de formation initiale qui prendront place dans le cadre de la formation continue et aux étudiants dans des filières de l'assistance et de la médiation sociale, au niveau des centres de formation spécialisés.

Il faut souligner que l'accompagnement des femmes violentées ne peut se faire qu'à partir du moment où la victime « ose » en parler, au vu de l'environnement social qui baigne encore dans une atmosphère aux mentalités archaïques, malheureusement, dans la majorité des cas. C'est pourquoi le module en question s'appuie sur l'écoute qui permettra de définir la manière d'accompagner et de prendre en charge ces femmes en difficulté sociale.

Afin de sensibiliser les citoyens, ce programme, selon la ministre, tend à améliorer les services de l'action sociale, à travers la pratique professionnelle adaptée au phénomène, moyennant des prises en charge opérationnelles qui s'inscrivent dans le cadre d'un programme de coopération, en partenariat avec l'ONU et la Belgique. La ministre a fait savoir que



La criminalisation de la violence à l'égard des femmes est réglemen-tée via les législations nationales.

durant l'année 2016, pas moins de 8 094 femmes, dans cette situation, ont été prises en charge par des équipes multidisciplinaires, au niveau des centres nationaux d'accueil, destinés à ces victimes. Elle a également déclaré que « le ministère a persévéré dans son action continue en matière de protection et promotion de la femme, à travers la mise en place des stratégies, la mise en œuvre de programmes et l'ouverture d'établissements de prise en charge, l'encouragement des associations activant dans le domaine favorisant le travail scientifique et académique, tout en soutenant les initiatives et les activités innovantes », appelant tous les acteurs dont l'action va dans ce sens à conjuguer et intensifier leurs efforts pour la promotion de la femme qui a un rôle important dans le développement de la société, soulignant sa cohésion, celle de la société, ainsi que la criminalisation de tout phénomène de violence, particulièrement celui à l'égard des femmes, est réglemen-tée via les législations nationales.

Ce dont on ne parle jamais, ou peut-être très rarement, c'est le viol que certaines femmes subissent par leurs propres maris. Pour beaucoup d'entre elles, il est normal d'être « l'objet sexuel » ou encore le souffre-douleur de cet homme en quête de virilité, puisque cet homme est son mari, défini dans les mentalités, les us et mœurs, comme « maître du foyer » (Moul el bit), ce qui renvoie, dans ces cas-là, à une autorité suprême. Il a, selon ces mentalités, malheureusement très répandues, le droit de semer la terreur et de répandre la violence sous toutes ses formes : verbale, physique et morale. Comment pouvoir écouter ces femmes qui n'osent pas en parler ? Ces jeunes femmes et filles qui se font harceler et sont parfois même victimes, que ce soit d'un voisin, d'un supérieur hiérarchique ou, pire, d'un proche bien respecté par tout l'entourage. Faudrait-il encore apprendre aux femmes à mettre les mots sur les maux pour pouvoir en parler.

Concernant les centres de refuge pour femmes violentées, sous tutelle des insti-

tutions publiques, comme le centre de Zéralda, par exemple, confie une ancienne réfugiée : « Nous n'avions droit qu'à un appel téléphonique par semaine, le jeudi seulement ; et ne sortions à l'extérieur de cet établissement qu'à la condition d'être accompagnées par une assistante sociale, laquelle est seule habilitée à remettre les médicaments à la réfugiée, en cas de maladie. Seulement, si cette réfugiée tombe malade en week-end, elle ne pourra prendre son médicament qu'en début de semaine, puisque l'assistante sociale, étant un cadre administratif, ne travaille pas les week-ends. » Pire, d'autres refuges ou centres n'acceptent pas les femmes avec enfants. Un couvent qui écarte la victime de la société, tout en la marginalisant. A contrario, les centres de refuge d'associations nationales travaillent sur la réintégration de la victime, la faisant suivre par des psychologues, l'orientant aussi bien sur les démarches administratives que juridiques pour prendre connaissance de ses droits et reprendre confiance en elle.

Pour rappel, le 5 mars 2015, le projet de loi amendant le code pénal relatif à la protection des femmes, contre toute forme de violence, a été adopté. Une démarche qui aurait pu être une grande victoire dans le cadre des droits de la femme, si la notion de pardon n'avait pas été introduite. La mineure à vie n'a toujours pas le statut de citoyenne à part entière pouvant voir son agresseur payer de ses actes, puisque cette clause favorise l'impunité, au cas où elle renonce à sa plainte, bon gré, mal gré.

Pour beaucoup d'acteurs de la société, ces acquisitions de droits de la femme, même si elles se font au compte-goutte, restent une lueur d'espoir, en attendant que tout acte de violence soit considéré et puni comme tel.

M. A.-S.